



MARCHES PUBLICS  
REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

**APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX IMPLANTABLES POUR  
OSTEOSYNTHESE ET MISE A DISPOSITION DES ANCILLAIRES ASSOCIES**

HOSPICES CIVILS DE LYON  
Direction des Achats  
GHT VAL RHONE CENTRE  
Départements marchés & Support  
Cellule Marchés Produits de Santé  
45 rue Villon - CS 48283  
69373 LYON CEDEX 08

**Date et heure limites de réception des offres :**  
**MERCREDI 13 MARS 2024 à 12 heures 00**  
**🔗 REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE 🔗**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION****SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET, FORME ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - FORME DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	5
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	5
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION – OPTIONS	5
2.2 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	5
2.2.1 – VARIANTES	5
2.2.2 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	6
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.4 –MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT :	6
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>11</b>
6.1 – EXAMEN DE LA CANDIDATURE	11
6.2 – EXAMEN DES OFFRES	11
6.3 – ATTRIBUTION	11
6.3.1 – JUGEMENT DES OFFRES ET INFORMATIONS DES SOUMISSIONNAIRES EVINCES	11
6.3.2 – DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE AVANT LA SIGNATURE DU MARCHE	12
6.3.3 – ATTRIBUTION DU MARCHE	13
6.4 – NOTIFICATION	13
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS – CERTIFICAT ELECTRONIQUE DE SIGNATURE</b>	<b>13</b>
7.1 - REMISE DES PLIS	13
7.2 - E-PROCUREMENT	14
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>15</b>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	15
<b>ARTICLE 9 : SPECIMENS ET ECHANTILLONS</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>

LISTE DES ANNEXES : CF. Article 3

**Article premier : Objet, forme et organisation de la consultation**1.1 - Objet de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la **Fourniture de dispositifs médicaux implantables pour ostéosynthèse et mise à disposition des ancillaires associés.**

Se reporter au CCTP pour les clauses techniques.

**Lieu(x) d'exécution** : voir annexes 3 ,4 et 7 au CCAP pour le détail des adresses .

-Les Hospices Civils de Lyon, voir annexes 3 et 4 au CCAP pour le détail des adresses ;

- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Voir annexe 7 Au CCAP pour le détail des adresses GHT

1.2 - Forme de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles L2124-2 et R 2124-2, R2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire passé en application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique et est conclu , **sans minimum et avec maximum en quantité** par lot. Les bons de commande seront émis par les établissements au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en lots, selon le détail :

N°de lot HCL	Libellé du lot	Sous lot	Libellé sous-lot	Quantité annuelle estimée GHT	Quantité maximale sur la durée totale
1	Clou trochantérique avec vis permettant d'injecter du ciment	1	Clou	90	720
		2	Vis	270	2160
2	Clou antiinfectieux revêtu pour fémur et tibia			20	160
3	Clou intramédullaire huméral droit	1	Clou	150	960
		2	Vis	600	3840
4	Plaques en inox pour fracture du fémur, du tibia et de la fibula avec vis verrouillées, vis corticales, vis de compression et rondelles associées Proposer les gammes stériles et non stériles	1	Plaque	180	1440
		2	Vis	1440	11520
5	Plaques en titane pour fracture du fémur, du tibia et de la fibula avec vis verrouillées, vis corticales, vis de compression et rondelles associées Proposer les gammes stériles et non stériles	1	Plaque	240	1440
		2	Vis	2340	11520
6	Plaque gros fragment en titane pour humérus	1	Plaque en Y	20	160

		2	Plaque pour humérus proximal avec possibilité de vis en 4.5	20	160
		3	Vis	200	1600
7	Plaque titane stérile standard et à crochet avec vis stérile et non stérile pour fracture de la clavicule	1	Plaque	50	400
		2	Vis	250	2000
8	Plaque et vis pour fracture de la main non stériles	1	Plaque	320	2560
		2	Vis	1600	12800
9	Clou d'ostéosynthèse centromédullaire pédiatrique anatomique avec double béquillage, diamètres 7 à 12 mm			30	240
10	Plaques pédiatriques et vis associées	1	Plaques pédiatriques verrouillées et non verrouillées droites et en T de 2,7mm (2 à 8 trous) à 3,5 mm (2 à 10 trous) avec têtes de vis low profile	50	400
		2	Plaques pédiatriques en 8 (12 à 24mm) et en I (16 à 32mm) titane avec têtes low profile avec vis canulées et non canulées	50	400
		3	Plaques anatomiques pédiatriques 3,5mm à 4,5mm pour membre inférieur	50	400
		4	Vis associées selon spécificités décrites aux sous-lots 1 et 2	750	6000
11	Broche de Métaizeau non stérile de 1,5 mm à 4,5mm acier et titane			100	800
12	Vis avant pied, diamètre environ 2,1mm, 2,5mm à 3,0mm, et broche associée			460	3200
13	Vis biseautée, diamètre environ 2,0mm, 3,5mm à 4,0mm et broche associée			250	2000
14	Vis sécables de type WEIL			100	800
15	Agrafe de varisation pour P1 Hallux lisse et de préférence en inox			100	800
16	Agrafe de varisation pour P1 Hallux crantée			52	400
17	Plaque et vis verrouillée pour arthrodèse de l'hallux et reprise	1	Plaque	80	480
		2	vis verrouillée Proposer aussi les vis corticales	300	1920
18	Plaque et vis verrouillée pour arthrodèse de l'hallux et reprise	1	Plaque	40	320
		2	vis verrouillée Proposer aussi les vis corticales	160	1280
19	Implant interphalangien (d'orteils) métallique			50	400
20	Implant interphalangien (d'orteils) non métallique (type peek)			70	560
21	Vis de compression (filetage non continu) et de neutralisation (filetage continu) en diamètre 4,5 à 5mm et 6,5 à 7,5mm pour chirurgie du médio pied et de l'arrière pied			80	640
22	Vis de compression (filetage non continu) et de neutralisation (filetage continu) en diamètre 4,5 à 5mm et 6,5 à 7,5mm pour chirurgie du médio pied et de l'arrière pied			40	320
23	Fraise percutanée stérile pour chirurgie percutanée du pied, Shannon 2mm x 12mm (DMMO et Akin), chevron percut 2mm x 20mm (Chevron percut), 3mm x 20mm (Calcanéum), Wedge 3,1 x 13mm (chelectomie) et toute autre taille, non captive d'un type de moteur			130	1040
24	Fraise percutanée stérile pour chirurgie percutanée du pied, Shannon 2mm x 12mm (DMMO et Akin), chevron percut 2mm x 20mm (Chevron percut), 3mm x 20mm (Calcanéum), Wedge 3,1 x 13mm (chelectomie) et toute autre taille, non captive			50	400

d'un type de moteur					
---------------------	--	--	--	--	--

Les quantités évaluées en fonction d'un recensement des besoins, sont seulement prévisionnelles et annuelles (voir catalogue des besoins).

#### 1.4 - Conditions de participation des candidats

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présente consultation interdit aux candidats de présenter pour le marché ou/l'ensemble des lots plusieurs offres en agissant à la fois :

1/ en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements

2/ en qualité de membre de plusieurs groupements.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

33600000-6	33183300-9
------------	------------

### **Article 2 : Conditions de la consultation**

#### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution – Options

Le marché est conclu pour une période ferme à compter du 01/07/2024 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure. Cette période se terminera le 30/09/2025.

Le marché pourra tacitement être reconduit 2 fois pour une durée de 1 an pour chaque reconduction, sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le marché aura une date de fin au 30/09/2027.

Si le pouvoir adjudicateur, n'a pas notifié de décision de non reconduction du marché par écrit au moins trois mois avant la fin de période de validité en cours, le marché est réputé reconduit tacitement. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché sont fixés dans le cadre de l'article 3.1 du C.C.A.P.

#### 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

##### 2.2.1 – Variantes

Sans objet

### 2.2.2 – Prestations supplémentaires ou alternatives<sup>1</sup>

Sans objet

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement :

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés selon les modalités suivantes :

- Financement : Budget de l'Etablissement Public de santé,
- Paiement : selon les dispositions du Code de la commande publique.

## **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Règlement de consultation P24\_031 et annexes :
  - Annexe 1 : RC Annexe1 Appellation pièces marche
  - Annexe 2 : RC Annexe2 Procédure Réponses dématérialisées
  - Annexe 3 : RC Annexe3 Dume\_Mode opératoire Fournisseurs
  - Annexe 4 : RC Annexe 4 Notice\_cerbere\_V3
  - Annexe 5 : RC Annexe5 CIP\_ACL\_Fiche\_fournisseur
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) P24\_031 et annexes :
  - Annexe 1 : CCAP Annexe1 Facturation HCL - Janvier 2024
  - Annexe 2 : CCAP Annexe2\_Risques généraux
  - Annexe 3 : CCAP Annexe3\_Liste pharmaciens et PUI
  - Annexe 3Bis : CCAP Annexe 3Bis Adresses Etablissements
  - Annexe 4 : CCAP Annexe 4 Logistique EP GHT
  - Annexe 5 : CCAP Annexe5\_Info Facturation Chorus EP GHT
  - Annexe 6 : CCAP Annexe 6 Coordonnées Comptables assignataires EP GHT
  - Annexe 7 : CCCAP Annexe 7 Coordonnées et établissements GHT
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) P24\_031 et annexes :
  - Annexe 1 : CCTP ANNEXE 1 Catalogue des besoins
  - Annexe 2 : CCTP ANNEXE 2 CONV\_DEPOT\_VENTE DM
  - Annexe 2B : CCTP ANNEXE 2 BIS FICHE INVENTAIRE DEPOT VENTE
  - Annexe 3 : CCTP ANNEXE 3 CONV\_PRET\_MATERIEL ANCILLAIRE
  - Annexe 4 : CCTP ANNEXE 4 CHARTE DE QUALITE MATERIEL ANCILLAIRE
- DCE – Liste des documents à compléter par le candidat :
  - P24\_031\_DF\_tableau offre prix dématérialisée « .cmp » qui devient « .cry »
  - P24\_031\_DC\_DC1\_NomFournisseur
  - P24\_031\_DC\_DC2\_NomFournisseur

---

<sup>1</sup> Auparavant, les « prestations supplémentaires ou alternatives » étaient désignées sous les termes « options techniques »

**Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Celle-ci permettra aux HCL la notification de document et/ou la transmission d'informations.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **Article 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation.**

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

**Toutefois, les Hospices Civils de Lyon souhaitent attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.**

Le dossier de consultation est téléchargeable en se connectant à :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip, .rar ;

- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;

- PDF.

Il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme, avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des compléments qui lui seraient apportés.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

Le retrait du dossier de consultation par voie dématérialisée ne préjuge pas du mode de transmission qui sera choisi par le candidat pour la présentation de sa candidature et de son offre.

#### **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

**✋ Les candidats doivent OBLIGATOIREMENT répondre par voie dématérialisée ✋**

***(Voir note de procédure en fin de document).***

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées aux A et B du présent article.

Les éléments du dossier de candidature ainsi que les offres des candidats sont entièrement rédigés en langue française et exprimés en EUROS.

Il est formellement demandé aux candidats de soigner la présentation de leur réponse et d'organiser les documents qui la composent de la manière suivante :

- **un répertoire « candidature »** comprenant toutes les pièces exigibles au niveau candidature;
- **un répertoire « documents financiers »** comprenant le cadre de l'offre financière et ses annexes.

Une **version Excel** du bordereau des prix unitaires devra être remise.

- **un répertoire « documents techniques »** comprenant les éléments suivants :

- Les fiches techniques des dispositifs
- Les techniques opératoires,
- Le descriptif des auxiliaires (nombre de boîtes et composition précise)
- Les marquages CE en cours de validité.

Il est également formellement demandé aux candidats d'utiliser des libellés de fichier court (moins de 30 caractères) et en rapport avec le contenu dudit fichier

#### **A) Documents relatifs à la candidature :**

Les candidats peuvent :

- *soit déposer une candidature par le biais du DUME (Cas 1)*
- *soit déposer une candidature hors DUME par le biais des formulaires DC1/DC2. (Cas 2)*

L'utilisation en ligne du DUME (cas 1) est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre en candidature classique (cas 2)

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats n'ont plus l'obligation de fournir des documents justificatifs dès lors que l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, ou qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation.

#### **Cas 1 : envoi d'une réponse électronique avec le formulaire Document Unique de Marché Européen (DUME)**



En lieu et place des documents demandés, au titre de l'article R2143-3 du Code de la commande publique, le candidat pourra présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) conformément à l'article R2143.

Le **Document Unique de Marché Européen** est une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne.

Le DUME fourni devra impérativement reprendre les informations requises au titre des parties II à IV. Les critères de sélection de la partie IV sont ceux précisés dans la partie pièce 2 concernant les capacités économiques et financière du cas 2 hors DUME ci-dessous.

Le candidat se connecte directement sur la plateforme des achats de l'Etat pour renseigner son DUME. Vous trouverez en annexe 3 au présent document, un mode opératoire pour renseigner le DUME.

Le candidat doit renseigner et valider le DUME directement en ligne sur la plateforme PLACE en veillant à remplir les 4 onglets.



Conformément au règlement d'exécution (UE 2016/7) de la Commission européenne du 5 janvier 2016, l'attention des candidats est portée, sur le risque d'exclusion de la procédure de marché en cas de fausses déclarations, non présentation des justificatifs, ou dissimulation d'informations.

Seul le lauréat de la procédure de passation de marché sera invité à fournir les preuves originales. Néanmoins, le candidat est informé qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de cotraitance : Si le DUME est utilisé, un DUME distinct pour chacune des entités du groupement devra être fourni. Il reprendra les informations requises au titre des parties II à IV

#### **Documents complémentaires de la candidature :**

Le candidat doit joindre les documents de la candidature qui ne sont pas dans le formulaire DUME

#### **Cas 2 Envoi réponse hors DUME**

Le dossier de candidature contient :

- Lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants → formulaire DC1 ou équivalent (pièce n°1) ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- La copie du ou des jugements, s'il est en redressement judiciaire ;
- Les documents et renseignements demandés pour vérifier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat → formulaire DC2 ou équivalent (pièce n°2) ;
- Le document intégré au DCE « accord de souscription à une plateforme de diffusion des attestations légales en cas d'attribution » ;
- Uniquement le cas des professionnels soumis à autorisation ou agrément : Le candidat ainsi que ses fournisseurs devront apporter la preuve (fournir la copie des certificats) de leur Agrément ou d'avoir une organisation formalisée répondant aux Normes

Chaque candidat ou membre du groupement candidat aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces suivantes :

**PIECE n°1** (formulaire DC1 ou équivalent ; attestation sur l'honneur HCL ou papier libre) : Lettre de candidature intégrant déclarations, certificats et attestations prévus à l'article R2143-3 du Code de la commande publique. **En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1.** Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

**PIECE n°2** (formulaire DC2 ou équivalent) intégrant :

- Le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat ou groupement
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat individuel ou groupement
  - Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
  - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
  - L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

#### ➤ **B) Documents relatifs à l'offre**

1. Le « tableau de réponse » de l'offre financière complété par l'entreprise candidate sous forme d'un fichier .cry. Le candidat transmettra son bordereau de prix unitaire sur le catalogue électronique des besoins mis à sa disposition par le Pouvoir Adjudicateur (fichier format CMP) - Cf. annexe 4 au RC « Annexe 4 : RC\_Annexe 4 \_ Notice\_cerbere\_V3 » ; **ainsi que la version pdf provenant du fichier « .cry » et une version EXCEL.**

**Le candidat mentionnera sur le tableau de prix les codes UDI pour chaque référence proposée et le code LPPR le cas échéant.**

**Le candidat peut proposer dans le bordereau de prix une remise sur le prix tarif ou sur le tarif de remboursement le cas échéant.**

2. **La fourniture du marquage CE, les fiches techniques et les modes opératoires du dispositif médical objet de la présente consultation, en version dématérialisée.**

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières, ils devront le préciser à l'acte d'engagement.

## **Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

- La sélection des candidatures est effectuée selon l'article R2144-3 du Code de la commande publique ; le jugement des offres sera réalisé dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2152-7 du Code de la commande publique.

### 6.1 – Examen de la candidature

En application de l'article R2144-7 du code de la commande publique, en cas d'absence ou d'omission de certaines pièces présentées à l'appui des candidatures, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié.

Le pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application de l'article R2144-7 du Code de la commande publique ne peuvent être admises.

### 6.2 – Examen des offres

Les critères intervenants pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

#### **Technique 60%**

- **Ergonomie des dispositifs (90 points)**

L'ergonomie (taille, poids, forme, matériau...) des dispositifs doit être manifestement adaptée au type de chirurgie ou à l'usage envisagés. Cette adaptation fera l'objet d'un jugement par un comité d'expert composé de chirurgiens spécialisés en ostéosynthèse.

- **Etendue de gamme (10 points)**

Le critère technique sera notamment évalué grâce à la documentation technique fournie par le candidat.

#### **Economique 40%**

- Prix unitaires remisés

### 6.3 – Attribution

#### 6.3.1 – Jugement des offres et informations des soumissionnaires évincés

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution visés au point 6.2.

**Afin de sécuriser l'approvisionnement, les lots suivants ne pourront pas être attribués aux mêmes candidats :**

- **Lots 17 et 18**
- **Lots 21 et 22**
- **Lots 23 et 24**

**L'attribution se fera dans les conditions suivantes :**

**Chaque candidat pourra présenter une offre pour tous les lots.**

**Néanmoins :**

- **Le candidat attributaire du lot 17 ne pourra pas être attributaire du lot 18. Dans l'hypothèse où ce candidat serait classé premier pour ces 2 lots, il lui sera attribué le lot le plus important en quantité estimative sur la durée du marché soit le lot 17.**
- **Le candidat attributaire du lot 21 ne pourra pas être attributaire du lot 22. Dans l'hypothèse où ce candidat serait classé premier pour ces 2 lots, il lui sera attribué le lot le plus important en quantité estimative sur la durée du marché soit le lot 21.**
- **Le candidat attributaire du lot 23 ne pourra pas être attributaire du lot 24. Dans l'hypothèse où ce candidat serait classé premier pour ces 2 lots, il lui sera attribué le lot le plus important en quantité estimative sur la durée du marché soit le lot 23.**

En application de l'article R2181 du Code de la commande publique, les soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue en seront informés.

**6. 3. 2 – Documents à fournir par l'attributaire avant la signature du marché**

Le candidat dont l'offre est retenue en est informé par échange dématérialisé sur le profil acheteur (via le document NOTI1).

Conformément à l'article R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique, l'attributaire devra impérativement fournir avant la signature du marché les documents suivants (NOTI1) :

- La déclaration sur l'honneur prévue à l'article L2141-1 et aux 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> art L2141-4 du Code de la commande publique, justifiant que l'attributaire ne fait l'objet d'aucune peine d'exclusion des marchés publics ni aucune sanction ou condamnation définitive pour une infraction prévue par sa législation nationale et équivalente à celles listées aux articles 45 1° et 45 4° a) et c) de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (formulaire XXX ou papier libre) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant celle de l'attribution du marché ;
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions et datant de moins de six mois (articles D8222-5 du code du travail ou D8222-7 pour un candidat établi à l'étranger) ;

**Le cas échéant :**

- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire soumis à autorisation de travail (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail).

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- Pour les entreprises établies à l'étranger, la copie de la déclaration de détachement de salariés étrangers et la désignation du représentant de l'entreprise sur le territoire national (article R1263-12 du code du travail). Ces pièces sont à fournir avant le détachement des salariés concernés.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est mentionné dans le courrier adressé au candidat retenu. Ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Pour le renouvellement et la simplification de la transmission des documents administratifs tout en préservant leur sécurisation, les Hospices Civils de Lyon ont sélectionné un tiers de confiance : [attestationlegale.fr](http://attestationlegale.fr) –Tél : 04 72 38 32 58

Le document intégré au DCE « EXE\_Att Legales\_Nomfournisseur » présente ce dispositif.

### 6. 3. 3 – Attribution du marché

Il est porté à l'attention des soumissionnaires qu'un acte d'engagement n'est plus requis par le pouvoir adjudicateur lors du dépôt de son offre. Ce n'est qu'au stade de l'attribution qu'un formulaire d'engagement ATTRI1 sera transmis pour signature à l'attributaire du marché.

Au moment de la signature de l'ATTRI1, l'attributaire joint le pouvoir habilitant le signataire. En cas de groupement, l'ATTRI1 devra être signé par tous les membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité à signer seul l'offre.

### 6. 3. 4 – Signature individuelle des fichiers par l'attributaire

L'attributaire doit signer individuellement l'Acte d'engagement au moyen de son certificat de signature électronique.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1:** le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.  
Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

**Cas 2 :** lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
  - Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.
- Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

**Les Hospices Civils de Lyon souhaitent attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que s'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.**

## 6.4 – Notification

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans le Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail conformément au 1° du I de l'article 46, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis – Certificat électronique de signature**

### 7.1 - Remise des plis

**👉 Les candidats doivent OBLIGATOIREMENT répondre par voie dématérialisée 👈**

Les opérateurs économiques remettront leur candidature et leur offre exclusivement sur le profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des offres.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la procédure.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée. Les fichiers doivent contenir la candidature et l'offre.

**Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions indiquées dans la note de procédure figurant en fin de règlement de consultation.**

#### **REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde **de sa réponse par voie dématérialisée**. (Arrêté du 27 juillet 2018)

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

Cette copie sera transmise sous pli scellé et comportera obligatoirement les N° et objet de la consultation et la mention lisible « Copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;"><b><i>Direction des Achats</i></b> <i>Rez de chaussée</i> <i>45 Rue Villon</i> <b>69008 LYON - Adresse postale : <i>CS 48283</i> 69373 LYON CEDEX 08</b></p> <p style="text-align: center;"><b><i>Du lundi au vendredi (sauf les jours fériés et le lundi de Pentecôte) de :</i></b> <b><i>8 heures 30 à 12 heures 00</i></b></p>
--

Le candidat doit faire parvenir cette copie de sauvegarde dans les délais impartis, à savoir, la date limite de réception des offres.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants:

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée ;

Il sera alors procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde, **sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais impartis**.

#### **7.2 - e-procurement**

Sans objet

## **Article 8 : Renseignements complémentaires**

### 8.1 - Demande de renseignements

Pendant la phase de consultation, les candidats doivent faire parvenir leurs questions éventuelles et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six (6) jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix (10) jours maximum avant la date limite fixée pour la réception des offres (hors cas d'application de l'article 3 du présent Règlement : modification de détail apportée par le pouvoir adjudicateur).

**Les demandes adressées par tout autre moyen (en particulier via des adresses mails nominatives ou par télécopies) ne seront pas prises en compte.**

#### Renseignement(s) administratif(s) :

Direction des achats des Hospices Civils de Lyon  
Cellule achats de produits de santé  
57 rue Francisque Darcieux  
69561 Saint Genis Laval Cedex  
Mr FRAISSE Cédric  
[pc.services-des-marches@chu-lyon.fr](mailto:pc.services-des-marches@chu-lyon.fr)  
Tél : 04 78 86 33 58

#### Renseignement(s) technique(s) :

Direction des achats des Hospices Civils de Lyon  
Département achats de produits de santé  
57 rue Francisque Darcieux  
69 561 Saint Genis Laval Cedex  
Mme VALOIS Eléonore  
Tél : 04 78 86 30 58  
[eleonore.valois@chu-lyon.fr](mailto:eleonore.valois@chu-lyon.fr)

## **Article 9 : Echantillons**

Sans objet.